



ICOMOS

NOUVELLES

AUTOMNE 1978 - NUMÉRO 13

Le Comité Exécutif de l'ICOMOS coopte quatre membres

Au cours de sa réunion à Souzdal, à la suite de la Vème Assemblée Générale de l'ICOMOS, le Comité Exécutif a coopté quatre membres. Il s'agit de: Mme Maija Kairamo (Finlande) Architecte à la Direction nationale des Antiquités et des Monuments Historiques, Helsinki, et ancienne Présidente du Comité national ICOMOS de Finlande. M. le Sénateur Mohsen Foroughi (Iran) architecte et Président du Comité national ICOMOS iranien. M. Jorge Medellin (Mexique) architecte et Président du Comité national ICOMOS du Mexique et M. Abdelaziz Daoulati de l'Institut national d'Archéologie et d'Art de Tunis, Secrétaire Général du Comité national ICOMOS de Tunisie.

D'après les Statuts de l'ICOMOS, tous les membres du Comité Exécutif sont des membres individuels, en activité, et choisis pour leurs qualités professionnelles. En plus des membres du Bureau et du Président du Comité Consultatif, les 12 membres du Comité Exécutif sont élus par l'Assemblée Générale et 5 membres, au plus, peuvent être cooptés par le Comité Exécutif lui-même, ceci afin d'établir une plus juste répartition régionale à l'intérieur du Comité.

Le Comité Exécutif a choisi Patrick Arnould pour Diriger le Secrétariat de l'ICOMOS

Le Comité Exécutif, sur la recommandation unanime du Bureau, a demandé au Président Raymond Lemaire de nommer Patrick Arnould (France) pour succéder à Piers Rodgers au poste de Directeur du Secrétariat de l'ICOMOS.

L'article 15 des Statuts de l'ICOMOS prévoit que:

... Le Directeur du Secrétariat est nommé par le Président sur proposition du Bureau du Comité Exécutif qui soumet son choix à l'approbation préalable du Comité."

Monsieur Arnould est, à l'heure actuelle, délégué général de R.E.M.P.ART, association qui organise en France des programmes de conservation pour les jeunes en coopération avec le Ministère du Cadre de Vie et de l'Environnement. A R.E.M.P.ART, M. Arnould a eu l'occasion de travailler, dans le passé, avec le Secrétariat de l'ICOMOS, dans le cadre du programme du Comité de l'ICOMOS aux Etats-Unis qui a permis à une centaine d'étudiants américains de travailler en 1978 à la conservation de châteaux, d'églises et d'autres monuments historiques avec des étudiants venus de France, du Ghana, de Pologne et du Royaume-Uni.

M. Arnould est âgé de 30 ans, marié et père de deux filles. Il est diplômé de l'Institut des Sciences Politiques et a une expérience administrative, financière et technique.

M. Arnould présentera un rapport à l'ICOMOS en novembre 1978 et prendra ses nouvelles fonctions le 1er décembre 1978.

M. Rodgers, qui a été le premier Directeur du Secrétariat de l'ICOMOS en 1973, retournera en Angleterre où il prendra un nouveau poste, au début de 1979.

Roland Pålsson élu à la Présidence du Comité Consultatif de l'ICOMOS

Les membres du Comité Consultatif, réunis à Moscou le 21 mai 1978, ont élu leur nouveau Président, Roland Pålsson, Directeur Général du Bureau Central des Antiquités Nationales depuis 1972.

M. Pålsson succède à Stanislaw Lorentz, qui assumait la présidence du Comité Consultatif depuis la constitution de l'ICOMOS. Le nouveau Président du Comité Consultatif, né à Stockholm en 1922, est un juriste. Il préside le Comité suédois de l'ICOMOS et le Théâtre Royal de Suède. Auparavant, M. Pålsson a travaillé aux Editions Tidens, à la Radiodiffusion Suédoise, au Ministère de l'Education et à l'Institut Suédois du Film.

Le Comité Consultatif de l'ICOMOS, aux termes des Statuts du Conseil, est constitué des Présidents des divers Comités nationaux et Comités internationaux spécialisés de l'ICOMOS. Le Comité Consultatif est l'organe conseil de l'ICOMOS; il soumet des recommandations à l'Assemblée Générale et au Comité Exécutif de l'ICOMOS, en matière de politique générale et de priorités de programme. Le Président du Comité Consultatif de l'ICOMOS est membre ex-officio du Comité Exécutif de l'ICOMOS.

HOMMAGE DE L'ASSEMBLEE GENERALE A MM. LORD, LORENTZ ET ZACHWATOWICZ

Le Professeur Stanislaw Lorentz, Monsieur Milton E. Lord et le Professeur Jan Zachwatowicz ont été nommés membres d'honneur de l'ICOMOS par les membres du Conseil, réunis en Assemblée Générale à Moscou en mai 1978.

Le Professeur Lorentz, l'un des fondateurs de l'ICOMOS, qui fut Président du Comité Consultatif de notre Conseil de 1965 à 1978, préside le Comité polonais de l'ICOMOS. Il est Directeur du Musée national polonais à Varsovie, ancien professeur d'histoire de l'art à l'Université de Varsovie et membre de l'Académie des Sciences de Pologne.

Monsieur Milton E. Lord, membre du Comité de l'ICOMOS aux Etats-Unis, a quitté au début 1978 la présidence du Comité de Documentation de l'ICOMOS. Monsieur Lord a été Directeur de la Bibliothèque publique de Boston et Bibliothécaire par intérim de l'Académie Américaine de Rome. Il réside à Boxford, Massachusetts (Etats-Unis).

Le Professeur Zachwatowicz a enseigné l'architecture polonaise à l'Institut d'Architecture de l'Ecole Polytechnique de Varsovie et il est membre de l'Académie des Sciences de Pologne. Il a assumé la présidence du Comité urbanisme de l'ICOMOS et est toujours membre du Comité polonais de l'ICOMOS.

Selon les Statuts de l'ICOMOS, le titre de membre d'honneur est conféré par l'Assemblée Générale, sur proposition d'un Comité national, à des personnalités qui ont apporté une importante contribution à la conservation, la restauration et la mise en valeur des monuments, des sites et ensembles historiques.

CONSEIL INTERNATIONAL DES MONUMENTS ET DES SITES

Hôtel Saint-Aignan - 75 rue du Temple, 75003 Paris, France. - Tél. 277 35 76
Adresse télégraphique: ICOMOS PARIS

Réunions intéressant les membres de l'ICOMOS

SEPTEMBRE 1978

- 4-7 septembre **Conférence internationale sur le traitement automatique des données et des documents d'histoire de l'art, Pise, Italie**
(Information: Scuola Normale Superiore, Piazza dei Cavalieri, 56100 PISA, Italie)
- 25-27 septembre **XVIème Congrès mondial de l'IFIA, Salvador, Bahia, Brésil**
(Information: Secrétariat de l'IFLA, Arco Velho, Sintra, Portugal)
- 18-21 septembre **Protection des constructions à structure en fer non-industrielles, République Fédérale d'Allemagne**
(Information: Comité national de l'ICOMOS en R.F.A., Fischtorplatz 23, D.6500-MAINZ)

OCTOBRE 1978

- 1-8 octobre **Vème colloque sur la conservation, Zagreb, Yougoslavie**
(Information: Comité de Conservation de l'ICOM, Maison de l'UNESCO, 1 rue Miollis, 75015 PARIS, France)
- 2-6 octobre **Colloque national sur les problèmes posés par l'humidité dans les murs, La Rochelle, France**
(Information: Centre de Recherches et d'Etudes Océanographiques, 73-77 rue de Sèvres, 92100-BOULOGNE SUR SEINE, France)
- 2-3 octobre **Réunion annuelle du Comité des Jardins et des Paysages Historiques de l'ICOMOS, Paris, France**
(Information: M. René Pechère, 20 rue du Châtelain, 1050-BRUXELLES, Belgique)
- 10-12 octobre **Réunion annuelle du Comité international de Photogrammétrie Architecturale ICOMOS-SIP, Belgrade, Yougoslavie**
(Information: M. Maurice Carbonnell, Institut Géographique National, Aérodrome de Creil, 60107-CREIL Cedex, France)
- 10-13 octobre **Colloque sur la vitalité des ensembles historiques, Ferrara, Italie**
(Information: Conseil de l'Europe, 67000-STRASBOURG, France)
- 4-5 octobre **Commémoration du roi Charles IV: la ville nouvelle de Prague - UNESCO et ICOMOS - Prague, Tchécoslovaquie**
(Information: Comité tchécoslovaque de l'ICOMOS, 80100-BRATISLAVA HRAD, Tchécoslovaquie)
- 16-23 octobre **XIIIème Congrès mondial de l'Union Internationale des Architectes, Mexico, Mexique**
(Information: UIA, 1 rue d'Ulm, 75005-PARIS, France)
- 16-18 octobre **Colloque sur la formation d'architectes, d'urbanistes, d'ingénieurs et d'architectes paysagistes spécialisés pour la conservation intégrée du patrimoine architectural, Ravello, Italie**
(Information: Conseil de l'Europe, 67000-STRASBOURG, France)
- 23-27 octobre **Colloque interaméricain sur la conservation et la restauration du patrimoine artistique (Comité mexicain de l'ICOMOS et Direction de l'Architecture du Mexique)**
(Information: Arq. Ricardo Moreno Guerrero, Taxquena 1451, Colonia Campestre, Churubusco, MEXICO 21 D.F., Mexique)

NOVEMBRE 1978

- 16 novembre **Comité Consultatif de l'ICOMOS, Paris, France**
- 17-18 novembre **Comité Exécutif de l'ICOMOS, Paris, France**
- 24 novembre **Seconde Assemblée Générale des Etats-Parties à la Convention du Patrimoine mondial, UNESCO, Paris, France**
- 29 novembre-1er décembre **3ème Colloque européen des villes historiques - "Les villes et les villages historiques dans leur contexte régional" - Munich, Landshut, R.F.A.**
(Information: Conseil de l'Europe, 67000. STRASBOURG, France)

LE PRESIDENT DE L'ICOMOS RECOIT UN PRIX DE L'UIA

Le Professeur Raymond Lemaire, Président de l'ICOMOS, recevra le prix Sir Patrick Abercrombie, qui lui sera remis par l'Union Internationale des Architectes lors de son 13ème Congrès international à Mexico, du 13 au 27 octobre 1978.

Ce prix, décerné à une oeuvre exceptionnelle dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, a été accordé à Louvain-la-Neuve (Belgique), ville nouvelle créée par une équipe d'architectes et d'urbanistes sous la direction du Professeur Lemaire, avec la participation des usagers de la ville nouvelle.

DECEMBRE 1978

- 6-8 décembre **Colloque sur l'aménagement des espaces publics urbains (Section Française de l'ICOMOS)**
(Information: Section Française de l'ICOMOS, Hôtel de Sully, 62 rue Saint Antoine, 75004. PARIS, France)

1979

- Janvier-Février **Stage sur les problèmes de l'altération et de la protection de la pierre en oeuvre, La Rochelle, France**
(Information: Centre de Recherches et d'Etudes Océanographiques, Stage sur les pierres en oeuvre, 73-77 rue de Sèvres, 92100-BOULOGNE SUR SEINE, France)

- Printemps 1979 **Colloque régional sur les monuments et les sites dans les zones soumises à des séismes, Antigua Guatemala, Guatemala (Comité guatémaltèque de l'ICOMOS et Comité de l'ICOMOS pour la séismologie)**
(Information: Comité guatémaltèque de l'ICOMOS Convento de Capuchinas, Antigua Guatemala C.A., Guatemala)

- 7 avril 1979 **Colloque sur la conservation, l'histoire et l'identité humaine, Londres, Angleterre (University College, Londres, et Comité britannique de l'ICOMOS)**
(Information: Prof. David Lowenthal, Department of Geography, University College, LONDON, Angleterre)

- Mai 1979 **Colloque sur la conservation des structures et des bâtiments en bois, Troyes, France (Comité Bois de l'ICOMOS)**
(Information: M. Ernest Martin, Caste Postale 115, 1211-GENEVE, Suisse)

- Printemps **Colloque international sur le déplacement des monuments historiques en raison de grands travaux publics, Belgrade, Yougoslavie**
(Information: Comité yougoslave de l'ICOMOS, c/o Institut pour la Protection des monuments historiques de la ville de Belgrade, Kalemegdam, Gornji Grad 14, 1100-BELGRADE, Yougoslavie)

- Eté 1979 **Colloque international sur la conservation des peintures murales Canterbury, Angleterre**
(Information: M. Peter Burman, Cathedral Advisory Committee, 83 London Wall, LONDON EC2M 5NA, Angleterre)

- 1979 **Colloque sur les systèmes d'inventaire, Comité soviétique de l'ICOMOS**

- 1979 **Réunion de spécialistes de la restauration, Comité de l'ICOMOS en République Démocratique Allemande**

1980

- 1980 **Commémoration de l'architecte Schinkel, Comité de l'ICOMOS en République Démocratique Allemande**

- 1980 **Le rôle et la fonction des châteaux dans la société, Comité tchécoslovaque de l'ICOMOS**

1981

- 1981 **VIème Assemblée Générale de l'ICOMOS**

Nouveaux Présidents de Comités nationaux

Depuis la parution de l'Annuaire des membres de l'ICOMOS 1977-1978, neuf Comités nationaux ont élu de nouveaux Présidents.

Voici leurs noms: Australie: M. David Saunders, Département d'Architecture, Université d'Adélaïde; Danemark: M. Erik Skov, Conservateur du Musée national du Danemark et Président du Conseil particulier de l'Eglise, Copenhague; France: M. Yves Boiret, Architecte en Chef des Monuments Historiques, Paris; Ghana: M. Richard Nunoo, Directeur du Conseil des Musées et des Monuments du Ghana, Accra; Irak: Dr. Muyad Said Demiriji, Directeur Général des Antiquités, Ministère de la Culture et des Arts, Bagdad; Italie: M. Roberto Di Stefano, Professeur à l'Université de Naples et Rédacteur de la revue "Restauro"; Jordanie: Dr. Adnan Hadidi, Directeur Général des Antiquités; Norvège: M. Stephan Tschudi-Madsen, Directeur Général p.i., Office Central des Monuments Historiques, Oslo; Turquie: M. Cevat Erder, Professeur à l'Université Technique du Moyen-Orient, Ankara.

Quatre nations ont ratifié la Convention du Patrimoine Mondial

L'Argentine, l'Arabie Saoudite, le Népal et l'Italie ont ratifié la Convention du Patrimoine Mondial, ce qui porte à 40 le nombre des Etats signataires.

En outre, cet accroissement du nombre des pays adhérant à la Convention, permettra d'augmenter le nombre des membres du Bureau du Patrimoine Mondial qui passerait de 15 à 21; ce point sera soumis à la discussion des Etats signataires lors de leur 2ème Assemblée Générale le 24 novembre prochain à Paris.

Le Comité du Patrimoine Mondial s'est réuni à Washington D.C. (USA) du 5 au 8 septembre et a révisé les premières propositions d'inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial. (Les biens culturels acceptés sur la liste seront cités dans le prochain numéro des Nouvelles.)

L'ICOMOS continue de jouer un rôle important dans la mise en oeuvre de la Convention et a travaillé en collaboration avec l'UNESCO et le Comité du Patrimoine Mondial à la révision tant technique que professionnelle, des biens culturels proposés pour la Liste du Patrimoine Mondial.

Monumentum en 1978 et 1979

La Rédaction de MONUMENTUM annonce que trois volumes paraîtront courant 1978 et début 1979.

Le volume XV-XVI, un volume double de 214 pages, traite de l'architecture vernaculaire et publie les conclusions du Colloque de Plovdiv, consacré à ce sujet en 1975. Il est publié avec l'assistance du Comité bulgare de l'ICOMOS.

Le volume XVII, consacré aux problèmes posés par le déplacement des monuments historiques à l'occasion de grands travaux publics, comprendra des articles du Professeur A. Bahnassi sur "Le sauvetage des vestiges de la zone de submersion du barrage de l'Euphrate", du Professeur O. Novak "Sauvetage d'une église gothique en Tchécoslovaquie", du Professeur Cevat Erder "Leçons pour le sauvetage des monuments et des vestiges archéologiques: l'expérience de Kheban", du Professeur L. Berg "Le sauvetage des temples d'Abou Simbel", du Professeur A. Skovran "Le déplacement du Monastère de Montenegro".

(Pour information: Rédaction de MONUMENTUM, Groot Begijnhof 95, 3000-LEUVEN, Belgique).

Révision des Statuts de l'ICOMOS par la Vème Assemblée Générale

Un des principaux points à l'ordre du jour de la Vème Assemblée Générale de l'ICOMOS à Moscou, du 22 au 24 mai, était la révision des Statuts du Conseil.

En présentant les amendements proposés à l'Assemblée Générale, le Secrétaire Général, Ernest Allen Connally, souligna que toutes les modifications envisagées avaient été communiquées au Comité Exécutif et revues par lui durant trois ans et que le texte des amendements proposés avait été envoyé à chaque membre du Conseil pour avis, avant d'être soumis à l'Assemblée Générale elle-même.

Les changements les plus significatifs dans les Statuts concernent les catégories de membres. Les nouveaux Statuts distinguent quatre catégories de membres: membres individuels, membres institutionnels, membres bienfaiteurs et membres d'honneur. Les membres individuels sont des personnes qui exercent une activité professionnelle dans le domaine de la conservation, la restauration, la réhabilitation et la mise en valeur des monuments, ensembles et sites. Dans des cas exceptionnels, des personnes intéressées par les buts et les objectifs du Conseil peuvent y adhérer en qualité de membre individuel. Dans ces nouveaux Statuts, l'ancienne distinction entre membres actifs et membres associés a disparu.

Ces Statuts permettent à toute institution concernée par la conservation, la protection, la restauration, la réhabilitation, la mise en valeur ou l'animation du patrimoine architectural, de devenir membre institutionnel. Les membres bienfaiteurs peuvent être des personnes privées ou des institutions souhaitant apporter leur aide aux buts et aux activités de l'ICOMOS, pour contribuer ainsi à la coopération internationale dans le domaine de la conservation du patrimoine culturel.

L'honorariat est conféré par l'Assemblée Générale, sur proposition d'un Comité national, à des personnes qui ont exercé une action importante dans ce domaine.

Le nombre des vice-présidents du Conseil passe de trois à cinq (les vice-présidents assistent ou remplacent le Président et peuvent en recevoir une délégation de pouvoirs).

Le Bureau de l'ICOMOS est réorganisé; il comprend désormais le Président, les cinq Vice-Présidents, le Secrétaire Général et le Délégué Général aux Finances du Conseil. Le Bureau se réunit entre les sessions du Comité Exécutif et agit en son nom.

Le titre de Trésorier a été changé pour celui de Délégué Général aux Finances, pour souligner les responsabilités qu'il exerce, dans le cadre de ces nouveaux Statuts, sur les affaires financières de l'ICOMOS.

Les nouveaux Statuts invitent les Comités nationaux à se doter d'un règlement propre ainsi qu'à établir et mener à bien des programmes conformes aux buts du Conseil. De plus, il est recommandé aux Comités nationaux de mettre en oeuvre les décisions de l'Assemblée Générale et les programmes proposés par les Comités consultatif et exécutif.

Un exemplaire des nouveaux Statuts de l'ICOMOS sera prochainement adressé par le Secrétariat à chacun des membres du Conseil. En outre, chaque Président de Comité national en a reçu quelques exemplaires afin de promouvoir les activités du Conseil.

(Les nouveaux Statuts de l'ICOMOS, adoptés à Moscou le 22 mai 1978, sont disponibles sur demande au Secrétariat de l'ICOMOS à Paris.)

Exposition: La Photogrammétrie et les Monuments

Du 4 octobre au 3 décembre 1978, la Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, Hôtel de Sully, Paris, accueillera une exposition conçue par l'Institut Géographique National et réalisée par la Société Kodak: "La Photogrammétrie et les Monuments Historiques".

Rapport du Délégué Général aux Finances

Après le décès survenu en juillet 1977 de Monsieur Jean Salusse, Secrétaire Général Adjoint et Trésorier de l'ICOMOS, son compatriote, Monsieur Jean Sonnier, Président de la Section Française de l'ICOMOS, fut nommé pour assurer l'intérim de cette charge jusqu'à la fin du mandat. Lors de l'Assemblée Générale de Moscou, M. Sonnier fut élu au poste de Délégué Général aux Finances. Ce nouveau titre a été adopté afin de mieux refléter l'importance croissante de ce rôle de responsable des finances et du budget au sein du Conseil. A Moscou, M. Sonnier conclut son rapport présenté à l'Assemblée Générale, par ces termes:

"Le taux de progression du budget de l'ICOMOS pendant ces trois années a été rapide, et l'ICOMOS entre dans la nouvelle période triennale avec un solde créditeur de plus de \$40000. Mais on ne saurait conclure que l'état financier du Conseil est satisfaisant.

Je voudrais pour terminer reprendre certains points de l'analyse de notre situation financière qui avait été commencée par mon prédécesseur, Monsieur Jean Salusse.

"J'ai déjà fait allusion à l'importance de la contribution indirecte des Comités nationaux, qui revêt différentes formes; détachement de personnel au Secrétariat, organisation de réunions scientifiques, prise en charge des publications... Le montant exact de cette contribution n'est pas toujours connu (et il est le plus souvent difficile à chiffrer précisément en termes de monnaie convertible); on peut toutefois estimer qu'il doit représenter à l'heure actuelle environ 70% du coût total du programme de l'ICOMOS, réparti comme suit (en termes annuels, sans tenir compte des contrats de l'UNESCO et d'autres éléments exceptionnels):

Budget direct	\$110000
Activités prises en charge par les Comités nationaux	\$250000
	<hr/>
	\$360000

"Or, en face de ces ressources, il a été estimé que le programme actuel, tel qu'il a été défini, conduirait à un budget total d'environ \$500000 à \$600000, et cela sans tenir compte de certaines nouvelles activités prévues. Mais cette analyse fait aussi apparaître (et c'est la conclusion principale que je voudrais vous soumettre aujourd'hui) qu'à l'intérieur de ce chiffre accru, la partie irréductible qui doit passer par le budget central de l'organisation serait d'environ \$200000 à \$250000. La moitié de cette somme est requise pour assurer, au cours des trois prochaines années, le démarrage effectif du Centre de Documentation de l'ICOMOS. L'autre moitié est nécessaire afin de maintenir le niveau de notre activité scientifique et d'améliorer la qualité des services fournis aux membres du Conseil, à l'UNESCO et à ses Etats membres.

"Comme cela avait été souligné au cours de la consultation, en octobre dernier, des représentants des services d'Etats, une priorité absolue doit être accordée à l'accroissement du budget direct de l'ICOMOS - que ce soit sous forme de contributions financières directes, ou de détachement à Paris (pour des périodes plus ou moins longues) d'un personnel qualifié.

"De trop nombreux Comités nationaux ne sont composés que de quelques membres. L'augmentation du nombre de ceux-ci doit être systématiquement recherchée, y compris des membres institutionnels dont les cotisations peuvent être beaucoup plus élevées.

"Il faudrait également que les Comités nationaux interviennent auprès de leur gouvernement pour lui demander de bien vouloir nous accorder une subvention, comme le font déjà certains pays. Il a été suggéré-pour essayer de fixer les idées-que celle-ci pourrait être équivalente à un pourcentage (.005%) de la contribution annuelle de ce pays à l'UNESCO.

"Il reste enfin la difficulté éprouvée par les pays qui ont des restrictions de change. Des efforts devraient être faits par les Comités nationaux de ces pays auprès de

leur gouvernement pour obtenir les autorisations nécessaires au versement des cotisations et subventions au compte de l'ICOMOS. Au cas où pour le moment cela s'avérerait impossible, il faudrait que les paiements soient effectués à des comptes bloqués dont l'argent ne pourrait sortir qu'avec l'accord des organes de direction du Conseil International.

"Telles sont, très brièvement esquissées, quelques idées auxquelles nous souhaiterions que nos Comités nationaux puissent réfléchir. L'efficacité de l'action de l'ICOMOS nécessite un minimum d'aisance financière."

(Le Rapport du Délégué Général aux Finances est disponible sur demande adressée auprès du Secrétariat de l'ICOMOS, à Paris.)

Rapport d'activité du Secrétaire Général - 1975 à 1978 -

Dans un rapport de 72 pages, soumis à la Vème Assemblée Générale de l'ICOMOS à Moscou, M. Ernest Allen Connally (Etats-Unis) présente les activités du Secrétariat de l'ICOMOS, durant ses trois années d'exercice comme Secrétaire Général du Conseil, en liaison avec la Déclaration des buts et des objectifs adoptée par le Comité Exécutif en 1976.

En ce qui concerne le premier but, donner à l'ICOMOS une envergure mondiale, M. Connally constate l'augmentation du nombre des membres et des Comités nationaux de l'ICOMOS. Il commente les amendements proposés pour les Statuts de l'ICOMOS - qui depuis ont été adoptés par l'Assemblée Générale - et parle de l'importante réunion des représentants des services nationaux des monuments historiques, qui a eu lieu à l'Hôtel Saint-Aignan en octobre 1977 (cf/ Nouvelles de l'ICOMOS, N° 12).

Pour le second objectif, information et recherche, il énumère les réunions nationales et internationales tenues depuis 1975. Il traite ensuite des publications de l'ICOMOS, MONUMENTUM, le Bulletin, les compte-rendus de réunions, les Nouvelles et expose le programme du Conseil ainsi que le programme prévu par l'UNESCO en ce domaine. M. Connally mentionne aussi la satisfaction de l'ICOMOS de voir augmenter le nombre des contrats importants passés avec l'UNESCO.

Il expose les activités dans le domaine de la documentation et de la formation et détaille les efforts de l'ICOMOS pour faire adopter et appliquer les recommandations de l'UNESCO et pour réviser la Charte de Venise. Enfin, il parle de la coopération de notre Conseil avec d'autres institutions travaillant dans des domaines voisins ainsi qu'avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes en notre domaine. Il mentionne, pour conclure, la contribution du Secrétariat de l'ICOMOS et de tous ceux qui ont travaillé avec et pour le Secrétariat de 1975 à 1978.

Voici quelques lignes tirées de l'introduction de ce rapport:

"1978: le Conseil International des Monuments et des Sites célèbre cette année son treizième anniversaire; notre organisation a fait de grands progrès depuis sa création et son enfance et peut maintenant envisager, pour le futur, un niveau de développement et de maturité toujours croissant.

"Ces trois dernières années, l'ICOMOS a poursuivi une croissance et une expansion vigoureuses..."

"... La croissance du Conseil ne doit pas seulement s'évaluer en chiffres, mais elle se mesure aussi à son rayonnement intellectuel et au dynamisme de ses activités, tant au plan national qu'international, pour encourager, promouvoir et développer les programmes dans le domaine de la protection, la conservation et la mise en valeur du patrimoine architectural - monuments, ensembles et sites-. Tous les membres de l'ICOMOS ont contribué à ces efforts par leur engagement personnel et professionnel."

(Des exemplaires du Rapport du Secrétaire Général pour la période 1975 à 1978 sont disponibles sur demande au Secrétariat de l'ICOMOS à Paris.)

Pylos et les pyramides: projets d'aménagement annulés

Les membres de l'ICOMOS et les personnes attachées à la conservation du patrimoine ont exprimé leur plaisir et leur satisfaction, dans le monde entier, en apprenant la décision prise de stopper des projets d'aménagement qui présentaient une menace pour d'importants monuments et sites, en Egypte et en Grèce.

Le 28 mai 1978, le *New York Times* annonçait que le Gouvernement égyptien avait annulé le contrat d'un montant de plusieurs millions de dollars pour l'aménagement d'un vaste ensemble touristique qui était prévu dans la zone désertique qui surplombe les Pyramides de Gizeh. Dans une déclaration officielle à la presse au Caire, le Président Sadate déclara – selon le *New York Times* – que "le patrimoine historique de l'Egypte serait préservé" et il demanda que les sentiments de l'opinion publique égyptienne soient pris en compte lors de la conception des prochains grands projets de développement. Les personnes opposées à ce projet avaient dénoncé le fait que ces installations s'implanteraient sur une zone dont la protection avait été prévue et qui recèle sans doute de nombreux sites archéologiques.

Le *Times* de Londres publiait, le 18 juillet, la décision du Gouvernement grec de réserver au tourisme la zone de Pylos et la baie de Navarin, au lieu de les affecter à l'industrie lourde. Les Associations de sauvegarde, en Grèce, s'étaient élevées depuis 1975 contre le projet d'implantation d'un port et d'une zone industrielle dans ce site. Le Ministre grec de la coordination a annoncé que les équipements touristiques envisagés seraient "conçus de façon à préserver le caractère traditionnel de cette région et son patrimoine architectural".

A la demande du Comité national de l'ICOMOS, le Président du Conseil est intervenu, dans le cas de Pylos, pour demander au Gouvernement grec de reconsidérer les projets de développement industriel dans cette zone.

Programme de l'ICOMOS pour la protection des monuments dans les zones sismiques

C'est un programme ambitieux que l'ICOMOS a adopté sur la protection des monuments dans les zones sismiques, à la suite des réunions en 1977 du Comité international de l'ICOMOS pour la Protection des Monuments et des Sites dans les Zones sismiques (Voir Nouvelles 12).

Parmi les éléments principaux du programme qui sera entrepris par le Comité: l'établissement de cartes montrant l'emplacement, à travers le monde, des sites historiques majeurs en relation avec la sismicité connue, à l'initiative du Dr. S. T. Algermissen de l'U.S. Geological Survey, Boulder, Colorado (membre du Comité); la documentation systématique des dommages provoqués par les secousses sismiques, présentes et passées; l'analyse détaillée des dommages, ou au contraire de la résistance des monuments, observés dans un nombre limité de zones historiques importantes; des recherches pour améliorer les techniques de renforcement préventives appliquées aux monuments situés dans les zones sismiques; et l'élaboration de directives concernant la sauvegarde du patrimoine culturel dans les suites immédiates d'un tremblement de terre.

En réponse à la demande du Président de l'ICOMOS, l'UNESCO consent une aide financière pour la coordination du programme et l'organisation d'une réunion du Comité de séismologie qui se tiendra en 1979 en Amérique Centrale. L'ICOMOS et l'UNESCO soulignent le caractère interdisciplinaire de ce programme qui répond aux besoins de beaucoup de pays en voie de développement, et envisagent de profiter de l'occasion qu'il présentera pour donner des cours de formation et d'orientation aux architectes et conservateurs travaillant dans des zones soumises à des séismes.

(De plus amples renseignements, y compris les copies des recommandations adoptées lors des réunions de 1977, pourront être obtenus au Secrétariat de l'ICOMOS à Paris.)

Stage UNESCO-ICOMOS sur les quartiers historiques

Dans le cadre d'un contrat UNESCO, l'ICOMOS a organisé un stage d'information sur les problèmes relatifs à la conservation des quartiers anciens, destiné à de jeunes architectes et urbanistes, qui a eu lieu à l'Hôtel Saint-Aignan, du 18 au 24 juin 1978.

Après un cours intensif à Paris, consacré à des conférences et à des visites dans Paris et ses environs, destinées à faire connaître aux participants les activités du programme culturel de l'UNESCO ainsi que les réalisations françaises dans le domaine de l'aménagement et de la conservation des quartiers anciens, chaque participant fit un stage d'information de trois semaines dans un ou plusieurs autres pays d'Europe, afin de se familiariser avec leurs pratiques en la matière.

Ce stage, considéré par l'UNESCO comme une étape dans la mise en oeuvre des Accords d'Helsinki de 1975, a permis à dix spécialistes d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord de séjourner dans des pays d'Europe orientale et à sept spécialistes venus d'Europe de l'Est de visiter des pays occidentaux, après leur séjour commun à Paris. Ces stages d'information ont pu être organisés grâce à la coopération et à la généreuse hospitalité des Comités nationaux de l'ICOMOS des pays hôtes.

Les bénéficiaires de ces stages, choisis par leur Commission nationale pour l'UNESCO, ont reçu de l'UNESCO une bourse pour couvrir leurs frais de voyage et de participation au stage à Paris ainsi que leur séjour dans un autre pays.

Voici la liste des personnes qui ont participé à ce cours et les pays qui les ont accueillies:

Ellen Beasley, Galveston, Texas (USA); République Démocratique Allemande; Nils Bergquist, Lidingo (Suède); Tchécoslovaquie et Pologne; Amparo Berlinguez, Madrid (Espagne); Bulgarie; Tamas Fejerdy, Budapest (Hongrie); Italie; Jonas-Rimantas Glemza, Vilnius (URSS); Royaume-Uni; Gerhard Kappius, Cologne (République Fédérale d'Allemagne); Pologne; Gunther Köpping, Berlin (République Démocratique Allemande); Royaume-Uni; Nedžad Kurto, Sarajevo (Yougoslavie); Danemark; François Leblanc, Sainte-Foy, Québec (Canada); Bulgarie; Johanan Mintzker, Jerusalem (Israël); Belgique; Maria Letizia Conforto Nicolucci, Rome (Italie); Tchécoslovaquie et République Démocratique Allemande; Kaija Santaholma, Helsinki (Finlande); Yougoslavie; Janusz Stepkowski, Varsovie (Pologne); Autriche; Fritz Stuber, Zurich (Suisse); Pologne; Ales Vosahlik, Prague (Tchécoslovaquie); France; Andrée Van Bever, (Belgique); Hongrie; Georgiev Yanef, Sofia (Bulgarie); Suède.

Chacun des participants rédigera trois rapports: l'un sur la structure même du stage, l'autre traitera de la législation, de la conservation et de l'aménagement des quartiers anciens dans son pays d'origine, le dernier aura trait à son stage d'information, organisé par le Comité national ICOMOS du pays qui l'a accueilli. Un exemplaire de chacun de ces rapports sera conservé au Centre de Documentation UNESCO/ICOMOS. L'UNESCO a proposé que l'on envisage l'organisation d'un second stage, en coopération avec les Commissions nationales pour l'UNESCO, l'ICOMOS et ses Comités nationaux, en 1980 ou 1981.

Madame Nadine Chauveau, de la Division Culture et Communication de l'UNESCO, avec la collaboration de la Division des Bourses de l'UNESCO, a assuré le recrutement et la sélection des participants ainsi que l'organisation et le financement de l'ensemble du programme. Madame Elisabeth McLane a été chargée de la coordination du cours organisé à Paris, sous la direction du Secrétariat de l'ICOMOS. La Section française de l'ICOMOS ainsi que le Ministère de la Culture et de l'Environnement, le Ministère de l'Équipement et la Ville de Paris ont généreusement contribué par leur participation active, au succès du séjour parisien.

Des spécialistes de la conservation du bois se réuniront en France

Un colloque à participation restreinte réunira à Troyes, à partir du 16 mai 1979, les membres du Comité ICOMOS pour la conservation du bois ainsi que quelques autres spécialistes en ce domaine. Les sujets abordés lors de cette réunion seront les suivants: la forêt et son renouvellement, la production des bois de construction (bois européens et bois exotiques), la formation des artisans du bois, la désinfection et la conservation des bois de charpente.

Troyes a été retenue pour être le siège de ce colloque car c'est une ville riche en maisons de pan-de-bois, dans une région qui compte de nombreuses constructions de bois et en raison de la proximité de la forêt d'Argonne.

Le Comité Bois de l'ICOMOS espère que d'autres organisations spécialisées dans la conservation du bois et dans des activités connexes pourront prendre part à ce colloque et contribuer activement à ses travaux.

Un Comité pour la conservation de la mosaïque a été constitué

Le Comité international pour la conservation de la mosaïque a été formé, sous la présidence du Professeur Paolo Mora; son secrétariat est installé au siège de l'ICCROM à Rome. Son organisation est une conséquence du Premier Colloque international sur la conservation de la mosaïque, auquel 16 pays étaient représentés.

L'ICOMOS participera aux travaux de ce Comité ainsi que des représentants de l'ICCROM, de l'ICOM et de l'IIC. Le Comité publiera les conclusions du premier colloque, étudiera la possibilité d'organiser un cours sur la conservation de la mosaïque, travaillera avec tous les spécialistes dans ce domaine, mettra au point des recommandations professionnelles et encouragera la constitution d'une documentation sur la conservation et la restauration des mosaïques.

(Pour information: Comité international pour la conservation de la mosaïque, c/o ICCROM, 13 via di San Michele, ROMA 00153, Italie.)

Rapport du Comité de la Pierre de l'ICOMOS

Un colloque sur l'altération et la protection des monuments en pierre s'est tenu à l'UNESCO à PARIS du 5 au 9 Juin 1978. Il était organisé par le C.E.B.T.P. (Centre de Recherches et d'Etudes du Batiment et des Travaux Publics), sous l'égide de la RILEM (Réunion Internationale des Laboratoires d'Essais et de Recherches sur les Matériaux et les Constructions), et de l'UNESCO, de l'ICOMOS, de l'ICOM et de l'ICCROM.

L'objectif de ce colloque était d'informer les architectes, les conservateurs, les restaurateurs et les entrepreneurs spécialisés, des connaissances actuelles, au niveau des méthodes de mesures expérimentales pour évaluer l'état d'altération des matériaux et tester l'efficacité des méthodes de traitement des monuments et oeuvres d'art en pierre.

Cette réunion était pluridisciplinaire. Les recherches physiques, chimiques, biologiques et pétrographiques dans le domaine de la conservation y étaient traitées. Ce colloque était également ouvert aux sociétés qui formulent et appliquent les produits de traitement afin qu'elles connaissent les besoins des restaurateurs et les prescriptions expérimentales auxquelles leurs produits ou traitements auront à satisfaire.

Plus de 200 congressistes, représentant 27 nations, ont participé aux différentes sessions. Les thèmes abordés étaient les suivants:

- l'altération des monuments,
- la détermination du degré d'altération des pierres,
- les méthodes d'essais,
- les altérations et les traitements liés à la biologie,
- les altérations et les traitements liés à la pétrographie,
- les essais sur les produits et procédés de traitement,
- la restauration des monuments.

74 exposés ont été présentés. Chaque intervention devait durer 10 minutes et était suivie du même temps de discussion. Les discussions ont été animées. Près de 200 questions et réponses ont permis une confrontation d'idées entre spécialistes particulièrement intéressante.

Les points essentiels qui ressortent de l'ensemble des interventions et discussions sont donnés ci-dessous.

L'une des premières tâches qui incombe aux personnes chargées de la restauration d'un monument est d'évaluer l'étendue des désordres. C'était le sujet de la 2ème séance du colloque: détermination du degré d'altération des pierres. Plusieurs paramètres permettant d'évaluer l'altération du matériau ont été définis: critères pétrographiques, volume et répartition des pores... etc. Ils ont fait l'objet de recherches théoriques, mais n'ont pas été encore appliqués à des cas concrets d'altération de monument.

Un autre point essentiel pour la conservation d'un monument ou d'une oeuvre d'art est de déterminer les causes des désordres observés. Celles-ci peuvent être diverses. Elles peuvent soit dépendre de la structure même du matériau, soit être liées au milieu environnant.

Les causes d'altération, liées à la structure de la pierre, ont été traitées pendant la séance relative aux méthodes d'essais. On a montré, par exemple, que le comportement de la pierre vis-à-vis de l'eau est défini par un certain nombre de propriétés du matériau: porosité, coefficient d'absorption, coefficient de capillarité. La résistance au gel des pierres dépend de leur porométrie et de leur capillarité. Il existe également une relation très nette entre le champ poreux des pierres calcaires et leur comportement en ambiance à haute teneur en SO₂.

Lors de la séance consacrée à l'étude de quelques cas concrets d'altération de monument, nous avons pu voir l'importance des facteurs liés à l'environnement:

- l'eau sous forme de pluie, ou provenant du sol,
- la teneur élevée en anhydride sulfureux de l'atmosphère dans les villes,
- les variations de température et d'humidité,
- la végétation,
- l'action du vent... etc.

Avant toute restauration, une étude de ces différents points devrait être réalisée. L'importance d'une documentation précise sur le monu-

ment à restaurer a été démontrée. Elle devrait comporter les plans des bâtiments, l'étude des fondations, l'étude architecturale, l'inventaire des matériaux, leur état d'altération, les restaurations déjà réalisées. Cette étude préalable à tous travaux devrait être réalisée suivant une méthodologie précise et si possible universelle. Elle permettrait de diminuer le coût du projet et la durée de la restauration.

La quatrième séance a été consacrée aux phénomènes biologiques et à leur conséquence. Les micro-organismes, algues, mousses, lichens ont été identifiés, mais il reste à déterminer si dans certains cas, ils ne peuvent pas constituer une protection du matériau (la question a été posée, pour les lichens par exemple) et à mieux connaître leur interaction avec le matériau. Pour répondre à ce dernier point, une collaboration plus étroite entre le biologiste et le pétrographe serait nécessaire.

Le rôle de la pétrographie dans la description précise des désordres de toute origine que peut subir la pierre a été souligné. Cette description est faite au niveau de l'assemblage des minéraux constitutifs de la pierre. Elle consiste essentiellement à mettre en évidence les modifications de texture de la pierre et à identifier les phases minérales liées directement à un processus d'altération. La pétrographie peut être également appliquée à la reconnaissance des carrières d'origine des pierres des monuments et aux carrières susceptibles de fournir des matériaux de substitution.

La séance consacrée aux produits et aux procédés de traitement a montré que le problème du traitement était abordé de différentes manières: différences dans les méthodes d'investigation, différences dans l'emploi des résines... Il est essentiel d'adapter les produits, les solutés au but recherché. Et pour cela il faut des échanges plus étroits entre les scientifiques et les restaurateurs. Il faut mettre au point pour chaque problème des méthodes d'essais et déterminer des critères de sélection sur la base d'expérience réelle.

Quelques exemples concrets de restauration ont été exposés durant la dernière session de ce colloque. Les travaux réalisés pour la conservation des Temples de Borobudur ont été entre autres présentés. Différents types de traitement répondant à des problèmes particuliers ont été examinés: nettoyage et hydrofugation de statues dans le jardin Boboli à Florence ou dans le parc du Palais de Versailles, ragréage de pierre artificielle du Building California à San Diego (USA), utilisation du béton armé pour la confortation de l'Eglise Saint-Michel de Lions à Limoges, emploi de colles pour la restauration des voûtes de l'Eglise de Tillières endommagée par un incendie. Le point de vue de l'historien de l'art a été souligné: préserver l'authenticité de l'oeuvre dans la restauration.

Les débats de synthèse qui ont clôturé ces quatre journées de travail ont fait apparaître la nécessité d'une plus grande collaboration entre les différentes disciplines qui peuvent intervenir dans la restauration d'un monument: l'étude physique des matériaux, la chimie, la pétrographie, la biologie, la climatologie. Le problème de l'altération et de la restauration des monuments en pierre doit être examiné d'une manière pluridisciplinaire. Mais, comme l'a fait remarquer Monsieur MAMILLAN du C.E.B.T.P., dans son exposé de clôture, il n'est pas possible dans la plupart des cas, pour les personnes chargées de la restauration d'une oeuvre d'art de réunir les avis des spécialistes de toutes ces disciplines. C'est une question de moyens financiers et de temps. Par conséquent, il serait souhaitable que des commissions de coordination établissent un document de travail permettant d'orienter ceux qui doivent appeler des spécialistes en consultation, comme est souhaitable une normalisation des méthodes de mesures qui seraient identiques dans tous les pays. Pour ce dernier point, un grand pas en avant a été fait: le Groupe de Travail RILEM a sélectionné une vingtaine de méthodes expérimentales permettant d'évaluer les altérations et l'efficacité des traitements. Il faut espérer que ces progrès dans la normalisation des moyens d'investigation permettront une collaboration plus étroite entre les chercheurs et les personnes qui travaillent in situ.

M. Mamillan
Président
Comité de la Pierre de l'ICOMOS

L'Assemblée Générale de l'ICOMOS a élu un nouveau Comité Exécutif

Les membres de l'ICOMOS, par un vote intervenu durant la Vème Assemblée Générale du Conseil à Moscou, ont appelé Raymond Lemaire à assumer un second mandat à la présidence de l'ICOMOS.

Quelques informations biographiques sur le Professeur Lemaire et sur les autres membres de l'ICOMOS élus pour trois ans au Comité Exécutif sont données ci-dessous.

PRESIDENT:

Prof. Dr. Raymond M. LEMAIRE (Belgique),
Né en 1921. Professeur à l'Université Catholique de Louvain, Faculté des Sciences appliquées, Section Architecture. Ancien Professeur à l'ICCROM. Président du Centre d'Etudes pour la Sauvegarde du Patrimoine urbain et architectural du Collège d'Europe à Bruges. Représentant du Directeur Général de l'UNESCO à Jérusalem. Expert de l'UNESCO à Borobudur, Moenjodaro, Athènes, Jerash. Directeur Général du Groupe Urbanisme-Architecture à Louvain-la-Neuve, et du Bureau d'Etude pour la Sauvegarde des Monuments et Sites historiques à Louvain. Secrétaire Général de l'ICOMOS 1965-75. Président de l'ICOMOS 1975-78.

VICE-PRESIDENT:

Arch. Jorge O. GAZANEO (Argentine),
Diplômé de l'Ecole de l'Architecture, Univer. de Buenos Aires, 1956. Professeur d'Urbanisme et d'Histoire à l'Univer. de Buenos Aires et de La Plata. Directeur du Centre de Formation de spécialistes de Conservation du patrimoine à Buenos Aires. Président du Comité national d'ICOMOS. Vice-Président de l'ICOMOS 1975-1978. Responsable de projets sur la sauvegarde en Argentine et au Brésil. Publications sur l'Architecture rurale, l'Archéologie industrielle, l'Architecture Européenne de la "Transculturación".

Alexandre G. HALTOURINE (URSS),
Chef du Départ. des Arts Plastiques et de la Protection des Monuments, Ministère de la Culture de l'URSS, depuis 1973. Né en 1924. Diplômé de la Faculté d'Histoire de l'Art, Univ. de Moscou. Au Ministère de la Culture depuis 1953. Président de la Commission de Classification des Restaurateurs. Membre du Conseil d'Urbanisme de la Ville de Moscou. Vice-Président de la Commission d'experts sur la Sculpture Monumentale. Membre de l'Union des Artistes de l'URSS. Auteur de publications sur le Patrimoine Monumental en URSS. Président du Comité soviétique de l'ICOMOS 1965-1975. Vice-Président de l'ICOMOS 1975-1978.

S.E. Dr. Gamal MOKHTAR (Égypte),
Professeur d'Histoire Ancienne à l'Université du Caire. Né en 1916. Doctorat à l'Université d'Héliopolis, 1954. Directeur du Département des Antiquités, 1967-1968. Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Culture, 1969-1977. Président de l'Organisation Générale des Antiquités Égyptiennes. Président du Comité égyptien de l'ICOMOS, 1972-1978.

Prof. Dr. Krzysztof PAWLOWSKI (Pologne),
Vice-Directeur des Musées et des Monuments Historiques et Conservateur Général adjoint des Monuments Historiques au Ministère de la Culture et des Arts de Pologne (depuis 1974). Né en 1934. Dr. agrégé de la Faculté d'Architecture, de l'Ecole Polytechnique de Varsovie. Professeur-agrégé, chargé de l'Histoire de l'Urbanisme, Institut d'Histoire de la Culture Matérielle de l'Académie des Sciences Polonaises. Auteur d'ouvrages sur l'Architecture, et l'Urbanisme dans les Villes Historiques. Expert de l'UNESCO en Algérie, Iran. Vice-Président du Comité du Patrimoine Mondial depuis 1977.

Shri B. K. THAPAR (Inde),
Né en 1921. Co-Directeur Général, Archaeological Survey of India, New-Delhi (depuis 1972). Secrétaire Général de la Société Archéologique Indienne. Editeur du Bulletin de la Société: Puratattva. Articles sur les cultures néolithiques. Vice-Président du Comité indien de l'ICOMOS. Vice-Président de l'ICOMOS 1975-1978.

SECRETARE GENERAL:

Dr. Ernest Allen CONNALLY (USA),
Directeur Adjoint, National Park Service, Ministère de l'Intérieur (depuis 1972). Architecte et Historien de l'Architecture, diplômé de l'Université de Texas et Harvard. Ancien Professeur à l'Université d'Illinois. Premier Directeur du Département d'Archéologie et de la Conservation des Monuments (National Park Service, 1967-1972). Expert de l'UNESCO au Népal. Délégué auprès de l'ICCROM. Chef de la délégation Américaine pour les échanges US/URSS sur la Protection de l'Environnement. Président, US/ICOMOS, 1972-1975. Secrétaire Général de l'ICOMOS de 1975 à 1978.

DELEGUE GENERAL AUX FINANCES:

M. Jean SONNIER (France),
Architecte en Chef des Monuments historiques, adjoint à l'Inspection Générale. Né en 1913. Architecte DPLG. Membre de la Commission Supérieure des Monuments Historiques de France, du Conseil Supérieur de la Recherche Archéologique, de l'Académie de l'Architecture. Nombreux travaux de restauration en Provence... Plan permanent de sauvegarde, Avignon, Aix-en-Provence. Expert de l'UNESCO (Abou Simbel). Président de la Section Française de l'ICOMOS depuis 1974-1978. Secrétaire Général Adjoint et Trésorier de l'ICOMOS (faisant fonction) 1977-1978.

COMITE EXECUTIF:

Prof. Dr. Peter BREITLING (Autriche),
Professeur d'Urbanisme et Dir. de l'Inst. für Städtebau und Landesplanung à l'Univ. Technique de Graz depuis 1975. Né en 1931. Etudes en Architecture à Stuttgart, Berlin, Paris, Univ. de Munich et Braunschweig. Auteur de nombreux ouvrages sur la sauvegarde et rénovation des villes historiques. Etudes d'aménagement de villes en RFA, Autriche et autres pays. Membre du Deutsche Akademie für Städtebau und Landesplanung, 1971. Représentant et rapporteur de la RFA aux conférences de l'Année Européenne du Patrimoine Architectural (1973-1975).

Jacques DALIBARD (Canada),
Dir. Adjoint a.i. de la section du Génie et de l'Architecture au Départ. des Affaires Indiennes et du Nord. Dir. a.i. de la Re-création et conservation, Parks Canada. Etudes d'Architecture à Montréal et New York. Architecte-restaurateur auprès du Gouvernement canadien depuis 1968. Chef de la Division des Services de Restauration. Membre fondateur et Ancien Président de l'Association for preservation technology (APT). Représentant du Directeur Gén. de l'UNESCO à Chypre, 1975. Membre du Comité Exécutif, 1972-1978. Ancien Président de l'ICOMOS-Canada.

Prof. Roberto DI STEFANO (Italie),
Prof. de Restauration des Monuments Historiques à l'Univ. de Naples. Rédacteur en chef de "Restaurato". Né en 1926. Ingénieur et journaliste. Dir. Ecole Supérieure de Restauration des Monuments et de l'Inst. d'Histoire de l'Architecture à l'Univ. de Naples. Vice-Président du Centre national d'études urbanistiques (Rome) et de l'Inst. de recherches pour la Restauration architecturale et l'Urbanisme des centres anciens, (Ravello). Dir. laboratoire de Photogrammétrie Architecturale. Dir. "Patrimonio Architettonico ed Ambientale". Auteur de nombreux ouvrages et articles. Travaux de restauration dans la région de Campanie. Expert de l'UNESCO (Argentine). Président du Comité italien de l'ICOMOS.

Prof. Dr. Cevat ERDER (Turquie),
Doyen de la Faculté d'Architecture à l'Univ. Technique du Moyen-Orient à Ankara. Doctorat à l'Univ. d'Ankara (Architecture hellénistique). Membre de l'Inst. des Etudes Supérieures à l'Univ. de Princeton (USA), Professeur, Dept. de Restauration et Conservation des Monuments Historiques qu'il a fondée à UTMO en 1964. Auteur de nombreux ouvrages sur l'environnement historique, l'éducation pour la conservation et la sauvegarde des monuments menacés par les Travaux publics. Expert de l'UNESCO à Bagdad et conférencier à l'ICCROM.

Président du Comité turc de l'ICOMOS. Membre du CIPA.
Membre du Comité Exécutif de l'ICOMOS, 1972-78.

Prof. Dr. Bunji KOBAYASHI (Japon),
Professeur à la Faculté d'Architecture, Ecole Technique, Univ. Nihon, Tokyo (depuis 1960). Né en 1918 (Tokyo). Dir. en Histoire de l'Art, Univ. de Tokyo, 1959. Attaché à la direction du musée de Tokyo, 1947-49. Dir. de l'Inst. d'Architecture du Japon, 1961-63. Professeur d'échange à Hawaï, Kentucky, Portland (Oregon). Expert de l'UNESCO (Thaïlande).
Membre du Comité Exécutif de l'ICOMOS 1975-78.

Arch. Mladen MINTCHEV (Bulgarie),
Directeur Adjoint de l'Inst. National des Monuments Historiques, Sofia. Né en 1924. Architecte diplômé. Auteur de projets de construction en Bulgarie et en Tunisie. Articles sur la sauvegarde des monuments historiques, de l'Architecture populaire. Président du Comité bulgare de l'ICOMOS.

Membre du Comité Exécutif de l'ICOMOS, 1975-78.

Prof. Nicolas MOUTSOPOULOS (Grèce),
Professeur de Morphologie Architecturale à l'Université de Thessalonique. Né en 1927 (Athènes). Architecte Ingénieur, Ecole d'Architecture de l'Univ. Technique d'Athènes (1953). Dr. Arch. Ing. Fouilles archéologiques. Expert, Restauration du St Sépulcre (Jérusalem, 1967-69). Nombreuses publications consacrées à l'Art et l'Architecture byzantins, à l'Architecture populaire. Président du Comité grec de l'ICOMOS.

Membre du Comité Exécutif de l'ICOMOS, 1975-78.

Prof. Dr. Dobroslav PAVLOVIC (Yougoslavie),
Architecte en Chef et Conservateur Général des Monuments Historiques de Serbie (depuis 1951). Né en 1916 (Paris). Ingénieur-Architecte à l'Univ. de Belgrade, 1941. Dr. Arch. 1961. Professeur d'Histoire de l'Art au Dépt de Tourisme et Professeur suppléant à la Faculté de Mathématiques et sciences naturelles, à l'Univ. de Belgrade, chargé de la section pour l'aménagement des sites touristiques. Président de l'Association de Conservateurs des monuments historiques de Serbie.
Membre du Comité international du Tourisme culturel de l'ICOMOS.

Arq. Victor PIMENTEL (Pérou),
Contrôleur technique, Direction Exécutive du plan COPESCO (Plan de développement du tourisme culturel Pérou/UNESCO), Cuzco (depuis 1970). Né en 1928. Etudes d'Architecture et d'Urbanisme à Lima, Rome. Chef du Dept. Technique, Conseil National de la Conservation et Restauration des Monuments Historiques et Artistiques (1960-64) et Dir. Technique (1966-70). Chargé de cours à la Faculté d'Architecture, Univ. Nacional de Ingenieria, Lima, et à l'Ecole Nationale du Tourisme. Auteur de travaux de restauration au Pérou. Président du Comité péruvien de l'ICOMOS.
Membre du Comité Exécutif de l'ICOMOS 1975-78.

Mr. Andras ROMAN (Hongrie),
Chef de Section à l'Intendance des Monuments Historiques de Hongrie (depuis 1970). Né en 1929 (Budapest). Diplômé en Architecture, Univ. Technique à Budapest. Dr. agrégé 1969. Travaille à l'Intendance des Monuments Historiques de Budapest, puis au Ministère de la Construction et Développement Urbain, 1960-70. Spécialiste de la revitalisation des villes historiques et de la sauvegarde de l'Architecture rurale. Chargé de cours à l'Univ. de Budapest et au cours d'Eté à Eger. Auteur de nombreux articles.
Secrétaire du Comité hongrois de l'ICOMOS.

Andrew SAUNDERS (Royaume-Uni),
Inspecteur en chef des Monuments Anciens et des Bâtiments Historiques, Dept. de l'Environnement, Londres (depuis 1973). Né en 1931. Diplômé d'Histoire à Oxford. A l'inspection des monuments anciens depuis 1954. Inspecteur principal des monuments anciens pour l'Angleterre, 1969-73. Fouilles archéologiques dans des sites préhistoriques, romains et médiévaux, châteaux-forts... A publié de nombreux articles sur les châteaux forts et fortifications contre l'artillerie. Membre de la Society of Antiquaries, Londres. Membre du Comité Exécutif de l'ICOMOS, 1975-78.

José Manuel GONZALEZ VALCARCEL (Espagne),
Arch. en chef-Conservateur des Châteaux espagnols. Arch. en chef de la 5ème Zone, Centro Patrimonio Historico. Dr. Arch. Ecole Supérieure d'Architecture, Madrid, 1940. Attaché au Ministère de l'Habitation, Direction Générale de l'Architecture Section des Villes Historiques. Auteur de nombreuses études d'aménagement et projets de restauration en Espagne. Travaux d'éclairage d'aménagement paysager. Arch. du Théâtre Royal, Madrid. A publié livres et articles. Missions d'expert pour l'OEA.
Vice-Président du Comité espagnol de l'ICOMOS.

Conservation dans les régions tropicales: série de diapositives disponible

L'Association des Architectes du Commonwealth a préparé, sous la direction du Professeur Derek Linstrum (membre du Comité de l'ICOMOS au Royaume-Uni), une série de six conférences illustrées de diapositives traitant, en particulier, de la conservation des villes et des bâtiments historiques dans les régions tropicales mais aussi des principes généraux de la conservation, valables pour la plupart des pays du monde. Ces conférences traitent aussi du problème du meilleur usage possible du patrimoine bâti existant dans le cadre des programmes de conservation.

Voici les sujets abordés dans cette série: Le patrimoine architectural, que préserver? - Inventaire et évaluation des bâtiments anciens - Les musées de plein-air - Les bâtiments traditionnels et les techniques de préservation dans les zones tropicales - La conservation urbaine et le ré-emploi des bâtiments - Influences réciproques: les effets de la colonisation en architecture.

Chacune des six conférences consiste en un texte sur bande magnétique, durant de 20 à 25 mn, un texte dactylographié et 24 diapositives dans une enveloppe plastique (coût total: \$20 ou £10, port en plus 50p).

(Pour information: Commonwealth Association of Architects, Room 328, Grand Building, Trafalgar Square, London WC2N 5HB, Angleterre.)

Postes vacants à l'ICCROM

L'ICCROM est une organisation intergouvernementale consacrée à la conservation du patrimoine culturel, qui entretient des contacts avec les milieux professionnels concernés, dans le monde entier. Ses langues officielles sont l'anglais et le français, son siège est à Rome.

Les postes ci-dessous sont à pourvoir; les grades seront accordés en fonction de l'âge et de l'expérience des postulants.

Scientifique, grade P2/3
salaire \$14.149/16.978 (brut, pour une personne seule)

Archéologue, grade P1/2
salaire \$11.215/14.149 (brut, pour une personne seule)

Ethnographe, grade P1/2
salaire, mêmes conditions que ci-dessus.

Les candidats devront avoir une sensibilité artistique, des connaissances scientifiques et le goût du voyage et de l'aventure.

Pour toute autre information sur ces postes et sur les conditions d'engagement, écrire à l'ICCROM, 13 via di San Michele, ROMA 00153, Italie.

Colloque ICOMOS à Souzdal: "Les Monuments de l'Histoire et de la Culture dans la Société Contemporaine"

Après la Vème Assemblée Générale de l'ICOMOS, à Moscou, plus de 600 personnes participèrent à la visite de Souzdal, ville située à 240 kms de la capitale, pour assister au colloque sur "Les Monuments de l'Histoire et de la Culture dans la Société Contemporaine".

Le Rapporteur Général de ce Colloque fut Monsieur V. Ivanov, Président du Comité national soviétique de l'ICOMOS. Il fut également l'un des organisateurs de l'Assemblée Générale et du Colloque, qui furent parmi les plus importants depuis les 13 années d'existence du Conseil.

Les grands thèmes du colloque furent les suivants: "Les Monuments et l'Humanisme contemporain", présidé par M. Roland Pålsson (Suède); "Le Rôle éducatif des Monuments Historiques", présidé par M. B. K. Thapar (Inde); "Les Monuments Historiques dans le Milieu de Vie à la Ville", présidé par M. J. Houlet (France); "Les Monuments dans le Milieu de la Vie à la Campagne", présidé par Mrs. Maija Kairamo (Finlande); "Les Monuments Historiques, facteur d'Identité culturelle", présidé par M. Mladen Mintchev (Bulgarie); "Les Monuments Historiques, comme Support du Développement économique et social", présidé par le Dr. Ekpo Eyo (Nigeria); "Les Monuments et la Jeunesse", présidé par Mme N. Khatib Boujibar (Maroc); "Les Monuments et le Tourisme", sous la présidence de Stephen Halsey (USA). Le thème sur "Le Rôle de l'Opinion Publique dans la Sauvegarde des Monuments" fut présidé par le Professeur Alfred Schmid (Suisse). Enfin, le thème sur "Les Monuments comme facteur de la Collaboration internationale" fut présidé par M. A. Haltourine, (URSS), Vice-Président de l'ICOMOS et Président de l'Assemblée Générale à Moscou.

Le Rapporteur Général du colloque de Souzdal sur "Les Monuments de l'Histoire et de la Culture dans la Société Contemporaine", Monsieur V. Ivanov (URSS) indiqua le programme général du colloque et présenta aux participants les résultats du questionnaire sur ce sujet qui avait été envoyé à tous les Comités nationaux de l'ICOMOS.

Monsieur Ivanov fit tout d'abord remarquer:

"De nos jours, il se manifeste dans le monde entier un intérêt qui englobe toutes les couches sociales et porte sur les monuments historiques et culturels. Le désir de connaître l'histoire de la société humaine exprimée par les monuments concerne non seulement les valeurs culturelles de sa propre patrie mais encore celles de tous les autres peuples du globe.

"Aussi, l'ICOMOS a-t-il examiné ce phénomène à plusieurs reprises et sous divers aspects. Aujourd'hui, nous examinons le problème des monuments de l'histoire et de la culture en société contemporaine.

"La caractéristique du XX^e siècle est l'essor impétueux de la science, de la technique, de la construction, de l'urbanisation. Ce processus a doté l'humanité de possibilités qui ne semblaient être, même à la génération précédente, qu'un rêve lointain. Cependant, actuellement, nous savons bien qu'à côté de la maîtrise des forces de la nature pour le bien de l'humanité se développent des éléments négatifs."

Il poursuivit:

"Nous nous trouvons aujourd'hui à une étape où le problème de conserver et utiliser les monuments de l'histoire et de la culture dans l'intérêt de toute l'humanité doit être élaboré en tant que partie du système écologique, de sa sphère la plus délicate: climat moral et psychologique de la vie humaine."

M. Ivanov conclut en évoquant l'ICOMOS et ses activités:

"Notre organisation dont l'activité connaît le succès depuis près de 15 ans, tout en résolvant des problèmes professionnels pratiques de la conservation de l'héritage culturel, joue parallèlement un rôle humaniste inappréciable en affirmant l'équivalence de toutes les cultures de tous les peuples du monde. En inculquant aux hommes le respect de la culture de tous les peuples, le souci de la préserver afin de la transmettre aux générations futures nous affirmons la paix et l'amitié entre tous les peuples. Ce qui est le plus digne apport à la vie de la société de nos jours."

Le Professeur Stanislaw Lorentz, Président sortant du Comité Consultatif de l'ICOMOS et Président du Comité polonais de l'ICOMOS, parla des "Monuments et de l'Humanisme Contemporain". Dans son rapport, il fit observer que:

"Si nous considérons le rôle joué, aujourd'hui, par les monuments anciens dans notre société ainsi que leurs rapports avec l'humanisme contemporain, l'éventail de nos observations est très large. En suivant l'évolution de la pensée humaniste au cours des siècles, nous voyons s'affirmer notre attachement aux traditions nationales et à celles de tout le genre humain. Nous ne voulons pas que l'homme se sente comme une poussière sans valeur dans l'univers infini, une poussière sans passé et sans avenir. Nous désirons que l'homme éprouve un sentiment de continuité, de lien avec le passé, matérialisé par les monuments et les biens culturels. Nous voudrions aussi transmettre des documents sur la contribution que nous avons apportée à l'histoire de l'humanité. Nous aimerions que cette documentation sur notre passé et notre présent survive, qu'elle parvienne à nos enfants et à nos petits-enfants."

Et il termina par ces mots:

"Les humanistes contemporains, voulant mener à bien leur programme de toujours - assurer à tous les hommes un bon niveau de vie et créer les conditions d'une vie heureuse - luttent pour la protection de notre environnement naturel. Il est évident que leur lutte porte non seulement sur la sauvegarde de la nature, mais aussi des monuments, des sites et de tous les ensembles anciens. Dans le monde actuel, où l'homme perd de plus en plus son individualité et se fond dans la société, où dans les agglomérations gigantesques et uniformes il se sent de plus en plus comme un fourmi dans un monde mécanisé, la sauvegarde des ensembles anciens, la conservation dans les villes de quartiers où l'homme peut encore voir le ciel au-dessus de sa tête et, autour de lui, la verdure et l'architecture, de quartiers qui évoquent notre époque tout en témoignant du développement de la créativité humaine au cours des siècles, est une grande tâche que nous entreprenons pour le bonheur de l'humanité."

Dans un deuxième rapport sur "Le Patrimoine Architectural et l'Humanisme Contemporain", le Professeur Ahmad Hasan Dani (Pakistan) notait:

"C'est cet effort commun qui crée un monument. Il n'importe guère qu'ils soient ennemis ou amis, maîtres ou esclaves, Hindous, Musulmans ou Chrétiens, de haute caste ou pauvres artisans, bourgeois ou travailleurs prolétaires, aristocrates ou serfs, tous les êtres humains doivent se réunir pour mettre en commun leur savoir et leur travail pour qu'un monument soit bâti. Au regard de Dieu, tous sont des hommes et, dans l'esprit de l'idéal islamique, la fraternité des hommes ne peut être mieux symbolisée que par la construction d'un bâtiment. Elle constitue l'apogée de la coopération humaine pour atteindre au plus noble. L'esprit de l'homme trouve une expression durable dans sa propre création."

Le Président de l'OMMSA (Organisation des Monuments et des Musées en Afrique), le Professeur Joseph Marie Essomba (Cameroun), abordait le sujet des "Monuments, Facteur d'Identité culturelle":

"On peut toujours se demander ici ce qu'est la culture. Nous répondons en disant qu'elle est une attitude de l'homme face à l'Univers ou alors une production de la Nature pour l'Homme. Nous le savons, en général, la culture d'une société donnée se définit par trois éléments; les conceptions intellectuelles qui engendrent des habitudes et des croyances pouvant caractériser cette société; des formes esthétiques qui reflètent l'expression artistique propre d'une culture d'un peuple donné et parmi lesquelles se situent les monuments; enfin, les valeurs d'une culture donnée façonnées par la tradition sont formées par l'action réciproque des conceptions intellectuelles et des formes plastiques. C'est tout cet ensemble qui constitue l'identité culturelle des peuples.

"Il est très intéressant de chercher à se rendre compte de la manière dont les peuples expriment leur attitude face à l'univers, leur adaptation dans la nature à travers les oeuvres architecturales ou autres qui rentrent dans la catégorie dite Monuments."

Le Professeur James Marston Fitch (USA) traite la question du "Rôle Educatif des Monuments Historiques" et mentionna que, selon lui:

"Les professionnels de la conservation estiment trop souvent que le citoyen moyen ne s'intéresse à un monument qu'après sa restauration. Mais les faits montrent qu'il en est souvent autrement, comme le prouvent les récentes campagnes menées en faveur de deux grandes cathédrales anglaises - celles de Coventry et d'York. La décision d'associer le public aux travaux de restauration, en cours à l'heure actuelle, en laissant ces églises ouvertes, a été très fructueuse. Non seulement des milliers de livres ont été recueillies, mais ces grands monuments sont devenus deux des plus importants lieux de pèlerinage du pays: des millions de visiteurs y viennent maintenant, chaque année, alors qu'ils se comptaient seulement par milliers autrefois."

Il Ajoute:

"L'expérience acquise aux Etats-Unis, où des milliers de maisons individuelles et des centaines de quartiers historiques sont maintenant protégés, restaurés et réhabilités, confirme pleinement ces constatations. Quoique les institutions nationales et locales jouent un rôle essentiel dans ces opérations, un nouveau facteur important pour leur réussite est la participation des citoyens."

"Le rôle éducatif de la conservation du patrimoine historique n'est, dans aucun autre domaine, plus évident que dans ces opérations."

Sur le même sujet, le Professeur Bunji Kobayashi (Japon) disait:

"Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance des monuments historiques dans l'éducation du public en général et des jeunes en particulier, tout le monde en convient. Les Monuments Historiques, dans leur diversité, offrent aux populations une initiation visuelle à leur raison d'être, à leur identification culturelle ainsi qu'à l'appréciation de l'art. C'est en visitant et en connaissant les monuments historiques que les gens deviennent conscients de la continuité des générations, de la nécessité de la coopération sociale ainsi que de la corrélation organique entre la société et le milieu naturel environnant."

"En fait, les populations, dans leur vie, leurs pensées et leur faculté de création, s'associent et coopèrent avec d'autres, qui se trouvent parfois au-delà de leurs frontières nationales, à travers leurs connaissances et leurs expériences personnelles. Mais ces connaissances et ces expériences sont elles-mêmes limitées à la courte durée de leur vie. Dans le but d'avoir une vie riche et pleine de tout être humain, et surtout dans notre quête de la paix, nous devons connaître et contempler les monuments historiques pour essayer d'en comprendre la signification profonde car ils offrent le meilleur accès aux connaissances, aux expériences et aux réalisations humaines des siècles passés."

"Les monuments historiques constituent une source d'enseignement irremplaçable pour l'homme d'aujourd'hui et pour les générations futures."

Dans son rapport sur "Le Rôle de l'Opinion Publique dans la Sauvegarde des Monuments", M. Marcus Binney (Royaume-Uni) indiquait que:

"Les monuments historiques peuvent être possédés ou utilisés par des personnes ou des institutions très diverses qui sont tous, à des degrés divers, sensibles à l'opinion publique."

Et,

"L'opinion publique peut exercer une action très efficace, par différents moyens: (1) en s'opposant à un projet de destruction ou de mutilation d'un monument historique; (2) en faisant pression sur les propriétaires de monuments incupés ou négligés pour qu'ils les entretiennent, les louent ou les vendent; (3) en demandant une intervention positive des autorités centrales ou locales - comme une mesure de protection immédiate ou une restauration d'urgence; (4) en développant des arguments sociaux et économiques plus larges, justifiant la protection d'un monument ou de l'ensemble d'un secteur historique."

Il conclut en disant que:

"Le plus grand service rendu par l'opinion publique et par ces campagnes d'information est d'augmenter la prise de conscience et l'appréciation de l'intérêt du patrimoine culturel. Mais il est essentiel, si l'opinion publique souhaite devenir de plus en plus efficace, qu'elle ne

se contente pas de faire face aux événements - en répondant à des cas particuliers - mais qu'elle prenne l'initiative en proposant des solutions et une politique nouvelles. Dans ce domaine, les associations bénévoles et les particuliers ont un rôle capital à jouer dans l'information, l'éducation et, en particulier, en menant à bien des travaux de recherche et de relevés, si nécessaires."

A. Haltourine (URSS), Vice-Président de l'ICOMOS, parla aussi du "Rôle de l'opinion publique dans la protection des Monuments" et cela du point de vue soviétique plus particulièrement.

Il rappela:

"... Au cours des dix premières années d'après-guerre, plus de 2.000 monuments et ensembles architecturaux ont été restaurés. Vers la fin des années 50, un nouveau mouvement vit le jour en URSS avec la création de Sociétés républicaines de protection des monuments de l'histoire et de la culture qui groupent de nos jours plus de 31 millions de soviétiques, de couches sociales très diverses. Ces sociétés assurent l'éducation des masses à propos de l'héritage culturel, parrainent tel ou tel monument, veillent à son aménagement, participent selon leurs moyens financiers aux travaux de restauration effectués par les organisations de protection de l'Etat."

Il parla de la Constitution soviétique de 1976 qui fait un devoir et une obligation pour tout citoyen de l'URSS de veiller à la conservation des monuments historiques et des valeurs culturelles.

Enfin il conclut,

"... Le peuple soviétique est conscient que son patrimoine culturel fait partie de l'héritage culturel mondial. C'est précisément pour cela que, nourrissant une profonde estime pour l'histoire et la culture des autres peuples, nous employons tous nos efforts à la sauvegarde des monuments de l'histoire et de la culture de notre Etat multinational."

Le Professeur Dr. Ing. Ludwig Deiters (R.D.A.), Président du Comité de l'ICOMOS en République Démocratique Allemande, qui, en 1977, avait patronné un important colloque régional sur "La Jeunesse et la Conservation", mentionna:

"Les monuments historiques, surtout les bâtiments et les sites, sont les témoins de la vie et des aspirations des hommes dans le passé. Ces témoins préoccupent la fantaisie et le soif de savoir de la jeunesse. C'est justement dans le processus de progrès social et économique qu'une jeunesse intellectuelle cherche à connaître de plus en plus les lois du développement, les luttes et les progrès de l'histoire humaine. Elle peut et elle veut trouver les liens entre les connaissances qui lui sont données par les bâtiments historiques, et les tâches et les buts de son temps. C'est dans les bâtiments d'une valeur culturelle et historique que les forces productives développées par les hommes dans leur histoire, se manifestent. La jeunesse est capable de comprendre ces résultats, elle en accroît sa culture et la volonté de servir sa société par sa propre activité et les effets de son travail."

Dans un document concernant "Les Monuments et la Jeunesse", Monsieur Bernard Javault (France), Président de R.E.M.P.ART, parla des associations françaises qui organisent des rencontres entre jeunes volontaires français et étrangers pour travailler à la préservation du patrimoine architectural de France.

Il conclut en disant que:

"Il serait vain d'encourager des jeunes à restaurer un monument, si rien n'est envisagé pour lui ménager un avenir, c'est-à-dire pour lui trouver une autre fonction - plus durable - que celle de servir de "prétexte" à un chantier de jeunes: c'est pourquoi, bien avant le dernier coup de truelle, les jeunes - en liaison avec la population locale, dont le concours est indispensable - s'efforcent d'animer les monuments, en leur donnant une nouvelle vie à l'aide d'activités culturelles et sociales, compatibles avec la nature de chaque monument."

Le problème des "Monuments et du Tourisme" a été évoqué dans le rapport de Monsieur Gabriel Alomar (Espagne):

"Le tourisme contemporain, phénomène en expansion, répond essentiellement à un besoin d'évasion. Un contact intelligent avec le patrimoine culturel est le plus noble des moyens d'évasion."

Le Professeur Arthur Haulot, Commissaire au Tourisme de Belgique, parla du développement et de la croissance du tourisme.

Il insista pour que soit prise en considération la recherche d'un équilibre indispensable entre l'utilité, la banalisation, la dépréciation et le rejet qui apparaissent lorsque le tourisme se développe d'une façon incontrôlée. Il souligna l'importance de la Charte de Bruxelles sur le Tourisme Culturel, adoptée par un grand nombre d'organisations publiques et privées concernées par ce problème: celui du développement d'un tourisme, tenant compte, à court et à long terme, de ses conséquences sur les monuments et sur les sites, puisqu'il attire, chaque année, des centaines de milliers de visiteurs.

M. Jorge Gazaneo, Vice-Président de l'ICOMOS et Président du Comité argentin de l'ICOMOS nota dans son rapport intitulé: "les Monuments de l'Histoire et de la Culture dans la Société contemporaine: leur Rôle dans le Développement économique et social" que:

"... il s'est produit dans notre domaine une évolution du concept même de conservation ainsi que des critères adoptés pour sélectionner les oeuvres qui doivent être conservées.

"Nous sommes passés de l'objet isolé à l'objet intégré dans un ensemble plus large pour atteindre, par conséquent, une amélioration véritable de la qualité de la vie. L'on y a incorporé une dimension sociale qui doit être assumée comme une responsabilité sociale, à l'intérieur de laquelle l'on ne saurait plus confondre conservation et sous-développement; ou bien accepter comme un palliatif le simple maquillage d'une façade.

"Les plans de sauvegarde, de conservation, de mise en valeur, doivent, donc, s'intégrer dans la planification urbaine et rurale."

Le Dr. Andras Roman (Hongrie) parla de "l'Architecture rurale dans la Vie moderne" et dit:

"On discute depuis longtemps, dans le monde entier, la possibilité de considérer les constructions rurales anciennes comme une catégorie particulière de monuments. Je pense que oui.

"En Hongrie, nous pensons de plus en plus que la différence fondamentale qui sépare les constructions rurales anciennes des autres monuments - qui appartiennent, faute d'un autre terme, à la "grande architecture" - réside dans la division du travail lors de leur édification. Dans la "grande architecture", le travail était divisé: le concepteur et le réalisateur n'appartenaient pas à la même classe sociale, au contraire de ce qui se passait pour les constructions rurales."

Il poursuivit:

"Tandis qu'après la disparition de la société villageoise très fermée et l'apparition d'un nouveau système économique et social, l'architecture rurale vivante n'existe plus dans les pays développés. On continue, certes, à construire dans les campagnes, mais cela ne relève plus de l'architecture rurale. Donc, entre tous les monuments, les monuments d'architecture rurale sont les seuls à ne plus être bâtis, leur nombre ne peut que diminuer.

"Lorsque l'image de nos villages a commencé de s'altérer, il y a vingt ans, nous ne nous en sommes pas aperçus tout de suite. Dans ce domaine, nos préoccupations de sauvegarde étaient en retard, en Hongrie comme dans le reste du monde. Depuis lors, nous tentons de concentrer nos efforts sur cette importante tâche."

Le Professeur Roberto Di Stefano (Italie) évoqua longuement la question des "Monuments de l'Histoire et de la Culture dans la Société contemporaine" et dit:

"Le problème de l'Architecture dite rurale est celui plus général du patrimoine architectural. Et s'il est bon de s'opposer au danger de la naissance de modes éphémères, basées sur des classifications floues (du type archéologie industrielle ou architecture rurale), il faut distinguer les limites à l'intérieur desquelles il est possible de conserver et protéger les biens culturels. Ceci naît de la nécessité de conserver toute chose dans le plus vaste horizon culturel."

Il ajouta:

"La volonté de la communauté d'entreprendre des actions de sauvegarde peut naître uniquement de la compréhension de la signification humaine des monuments de la civilisation. Cependant, une telle com-

préhension n'est possible que par le développement effectif d'une éducation nouvelle, d'une éducation artistique, comprise comme un fait social, dans lequel le rapport homme-nature et homme-monument peut agir sur l'homme lui-même. Cette action peut aller dans le sens d'une influence sur l'homme des valeurs historiques, artistiques et naturelles, ou dans le sens (inverse) de l'action des hommes (comme l'opinion publique) qui mène vers la conservation des témoignages concrets de ces mêmes valeurs."

Le Professeur M. C. Subhadradis Diskul (Thaïlande) traita des "Monuments Historiques, Facteur d'Identité culturelle", et plus particulièrement dans son propre pays.

Il parla des nombreuses périodes artistiques dans l'histoire de la Thaïlande et de la contribution des autres pays et des autres régions: des influences indiennes du VII^{ème} au XI^{ème} siècle, des influences indonésiennes qui firent leur apparition entre le VIII^{ème} et le XIII^{ème} siècle, des influences Khmères, venues du Cambodge, au cours de la même période, des contributions issues de Sri Lanka (Ceylan) au cours des XIII^{ème} et XIV^{ème} siècles et enfin de l'influence chinoise et européenne qui commencèrent à se faire sentir au cours du XIX^{ème} siècle.

Il conclut en disant que les monuments en Thaïlande reflétaient toujours le génie et l'originalité de l'art Thai, même si beaucoup d'entre eux portent le témoignage d'influences étrangères, et font partie de l'esthétique nationale.

Dans un second rapport sur "Les Ensembles Historiques dans la Ville contemporaine", le Professeur E. Hruska, Président du Comité tchécoslovaque de l'ICOMOS indique que:

"Alors que la civilisation technique engendre une uniformisation qui menace d'effacer l'individualité de l'homme et la variété des formes de son cadre de vie, la spécificité de l'image de chaque ville ancienne (et des ensembles historiques qui y sont encore conservés) apporte un contrepois à ce processus de dégradation qui menace notre cadre de vie urbain, car ce sont des documents sur l'atmosphère d'une ville où il fait bon vivre, qui a une structure et une apparence adaptées aux besoins profonds de l'homme.

"Cet intérêt nouveau, facteur de progrès, que présentent les centres historiques a été reconnu et ces ensembles - éléments du cadre de vie - jouent donc maintenant un rôle décisif dans la politique culturelle de notre société."

Monsieur Gérard Bolla, Sous-Directeur Général Adjoint de l'UNESCO, commence son rapport sur "Les Monuments comme Facteur de la Collaboration internationale" par ces termes:

"Un colloque international dont le thème est l'insertion du patrimoine historique et culturel dans la vie contemporaine, ne pouvait manquer de se pencher sur le rôle que l'oeuvre de préservation et de mise en valeur de ce patrimoine peut jouer dans la collaboration internationale. Si cette oeuvre a besoin pour réussir de la collaboration et de la solidarité internationale, elle est en elle-même un facteur puissant de compréhension entre les hommes, quels que soient la culture dont ils relèvent et le système socio-économique auxquels ils appartiennent."

Et il conclut que:

"A l'intention des spécialistes groupés au sein de l'ICOMOS, il est utile de rappeler combien les différentes formes de collaboration internationale dans le domaine de la recherche scientifique et technique, dans celui de la normalisation et de la formation et, enfin, dans celui des actions ponctuelles sur le terrain, sont étroitement liées et doivent le rester. Une osmose continue est en effet nécessaire entre la doctrine et l'action, entre celui qui fait des recherches et celui qui légifère, entre celui qui enseigne et celui qui dirige une entreprise de sauvegarde. C'est grâce à cette osmose que l'action intellectuelle de recherche, d'enseignement et de légifération peut toujours se baser sur les expériences concrètes les plus récentes et que l'action opérationnelle de sauvegarde peut à son tour bénéficier des fruits de la vaste action intellectuelle internationale dont l'ICOMOS est le protagoniste principal."

Centre de Documentation UNESCO-ICOMOS

Au cours de la première moitié de 1978 de réels progrès ont été fait visant à rendre le Centre de Documentation UNESCO-ICOMOS opérationnel. Le personnel du Centre a achevé une tâche de première importance: l'inventaire et le classement préliminaire de tous les documents contenus dans le Centre (plus de 5000 documents et 50 revues spécialisées). Une analyse plus détaillée des ressources du Centre et des champs couverts par les Comités Internationaux de l'ICOMOS est en cours. La collecte des informations est faite de façon systématique et le Centre a été en mesure de répondre avec précision à des demandes portant sur de nombreux sujets et émanant pour la plupart de membres de l'ICOMOS. Des bibliographies ont été faites avec l'aide des Comités nationaux: sur la conservation de l'architecture vernaculaire (publiée dans *MONUMENTUM XV-XVI*) et sur le déplacement des monuments historiques menacés par les grands travaux publics; cette dernière a été préparée en vue du symposium Yougoslave prévu sur ce sujet au cours de l'été 1979.

A la demande de l'UNESCO, le Centre de Documentation UNESCO-ICOMOS a participé à une enquête sur la possibilité d'échange d'articles sur la conservation du patrimoine culturel dans des revues non spécialisées d'un certain nombre de pays, échanges prévus par l'Acte Final de la Conférence d'Helsinki (1975). Cette étude a permis d'établir les bases de la réunion d'experts organisée par l'UNESCO sur ce thème qui s'est tenue en Finlande (Savonlinna) du 5 au 8 septembre sous l'égide des Comités de l'ICOM et de l'ICOMOS.

Le 7 juin 1978, l'ICOMOS, l'ICOM et l'ICCROM étaient réunis par l'UNESCO afin d'étudier les futures relations des trois organisations au niveau des Centres de Documentation, à la lumière d'un rapport fait par un expert nommé par l'UNESCO à la fin de 1977. Il a été admis à l'unanimité que les trois Centres devraient être développés dans l'optique d'un plus large programme de développement et de coordination des échanges internationaux d'information sur la préservation du patrimoine culturel, et cet objectif pourra être plus facilement atteint grâce à la création d'un réseau de Centres et pas seulement l'UNESCO et ses centres régionaux, l'ICOM et l'ICOMOS mais aussi l'ICCROM et d'autres organisations (nationales ou régionales) ayant des objectifs semblables. (C'était un des désavantages de la première proposition de l'UNESCO consistant à fusionner les Centres de Documentation de l'ICOM et de l'ICOMOS en rendant marginales les relations avec l'ICCROM.)

Les trois organisations ont accepté d'utiliser des systèmes d'indexation et de recherche compatibles, s'appuyant sur les normes établies par l'UNISIST. Un même thésaurus sera partagé par les trois Centres et il sera le langage commun pour tous les champs du patrimoine culturel, à l'intérieur duquel chaque partenaire aura, au niveau international, des responsabilités spécifiques. Nous remercions Monsieur James Palmes (R.U.) pour sa traduction en anglais du thésaurus autrichien du Bundesdenkmalamt qui a été achevée au début de cette année; le choix des mots clés du thésaurus de l'ICOMOS a récemment débuté.

Au cours de la réunion de juin, Monsieur Nantier, Directeur des services de la Division Documentation de l'UNESCO, a offert à l'ICOM et à l'ICOMOS la possibilité d'utiliser gratuitement le software de l'UNESCO pour l'enregistrement informatique des bases de données. Ainsi, cette réunion a marqué un nouveau progrès pour l'ICOMOS qui justifie les espoirs formulés par le Secrétaire Général au cours de l'Assemblée Générale à Moscou, où il disait qu'il devrait être possible pour le Conseil de voir plus clairement le cadre institutionnel dans lequel les possibilités documentaires de l'ICOMOS pourront se développer à l'Hôtel Saint-Aignan.

Cependant, le Dr. Connally dit aussi que "le démarrage des activités du Centre nécessite un support financier plus important qu'actuellement". L'étape préliminaire pendant laquelle le thésaurus est élaboré, demande à elle seule, un budget de plus de \$60.000, et si l'on veut utiliser de manière optimale les possibilités offertes par le thésaurus en matière d'indexation et de recherche (avec ou sans automatisation), ce budget devrait être au moins doublé. Une part importante de ces besoins pourrait être couverte par le détachement de spécialistes auprès de l'ICOMOS. Le Président de l'ICOMOS et le Secrétaire Général étudieront toutes les possibilités. Mais il est évident que la plus grande partie des ressources du Centre doit être trouvée au sein même de l'ICOMOS, qu'il s'agisse de ressources financières ou de personnel qualifié.

Service Photographique d'Europa Nostra

Encouragée par le succès de son film, intitulé "Europa Nostra", qui a remporté des prix dans des festivals dans le monde entier, la Fédération Europa Nostra a récemment créé un Service Photographique. Celui-ci produira une série de diapositives en couleur, illustrant les dangers menaçant le patrimoine architectural et naturel de l'Europe et les mesures que l'on prend pour le protéger.

La première série de 48 diapositives, illustrant d'une manière frappante tous les aspects du problème de la conservation architecturale est maintenant complétée. Elle sera accompagnée de notes explicatives en allemand, anglais, français et italien.

Celle-ci peut être achetée aux prix de £12 (frais d'envoi inclus) sur demande à: Europa Nostra Photographic Service, 17 Carlton House Terrace, LONDON SW1Y 5AW.

Séminaire sur l'enseignement à York

Un atelier sur "L'enseignement de l'histoire de l'architecture", s'adressant à des professeurs d'histoire de l'art travaillant dans des écoles d'architecture, sera organisé dans le cadre d'une série traitant de l'enseignement de divers aspects de l'architecture, par l'Institut d'Etudes Supérieures d'Architecture de l'Université d'York, en Angleterre.

Ce séminaire, qui durera deux jours, est organisé en raison de l'importance croissante de l'histoire dans la formation des architectes, conséquence de l'intérêt de plus en plus marqué pour la conservation, élément de la pratique architecturale contemporaine.

(Pour information s'adresser à: Institute for Advanced Architectural Studies, University of York, King's Manor, York YO1 2EP, Angleterre.)

ICOMOS

Raymond Lemaire, Président
Ernest Allen Connally, Secrétaire Général

L'ICOMOS est une organisation non-gouvernementale qui compte des membres et des Comités nationaux dans 63 pays. Les Nouvelles de l'ICOMOS sont publiées trois fois par an par le Secrétariat du Conseil International des Monuments et des Sites, 75 rue du Temple, 75003-Paris, avec l'assistance financière de l'UNESCO (Subvention UNESCO 1977/1978 DG 4.5).

Ann Webster Smith, Rédactrice